



Association sans but lucratif (loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901)

**Siège social : 2, boulevard Saint Martin  
75010 PARIS**

N° de téléphone : 01 42 02 05 50

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021**



**P C A Conseils**

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

---

11, rue Laugier - 75017 PARIS - Téléphone : 01 42 27 87 70 – E.mail : [pca@pca-conseils.com](mailto:pca@pca-conseils.com)

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2021**

Aux membres de l'Assemblée Générale,

### **I. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par Assemblée Générale en date du 13 juin 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Agence Nationale pour l'Information sur le Logement, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels tels qu'ils figurent en annexe du présent rapport, faisant apparaître un total de bilan de 2 582 770,52 € et un résultat déficitaire de 34 519,81€ sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **II. Fondement de l'opinion**

#### **1. Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **2. Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.



### **III. Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne :

- Le point VII-B précise la variation des fonds dédiés entre fin 2020 et fin 2021,
- Le point VII-C commente les mouvements des provisions pour risques et charges,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier présenté au nom du Conseil et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 07 avril 2022.

## **VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



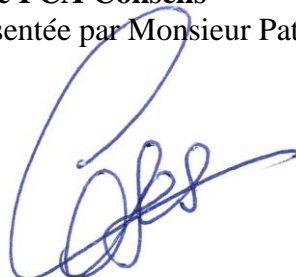
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 31 mai 2022

Le Commissaire aux comptes

**Société PCA Conseils**

Représentée par Monsieur Patrice CASALS



## BILAN AU 31 DECEMBRE 2021

### ACTIF

NATURE	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS OU PROVISIONS	VALEUR NETTE	RAPPEL AU 31/12/2020
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>308 124,73</b>	<b>237 998,96</b>	<b>70 125,77</b>	<b>69 044,07</b>
Concessions et droits similaires	14 335,20	14 335,20	-	325,20
Aménagement des bureaux	53 437,34	31 641,63	21 795,71	27 144,71
Matériel informatique	145 685,93	98 743,57	46 942,36	39 086,42
Mobilier de bureau	91 108,04	89 953,14	1 154,90	1 875,90
Matériel de bureau	3 558,22	3 325,42	232,80	611,84
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>34 215,44</b>	<b>-</b>	<b>34 215,44</b>	<b>34 215,44</b>
Dépôts et cautionnements	34 215,44	-	34 215,44	34 215,44
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>342 340,17</b>	<b>237 998,96</b>	<b>104 341,21</b>	<b>103 259,51</b>
<b>STOCKS IMPRIMES</b>	<b>9 719,16</b>	<b>-</b>	<b>9 719,16</b>	<b>9 333,84</b>
<b>CREANCES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>319 438,51</b>	<b>-</b>	<b>319 438,51</b>	<b>230 764,41</b>
Subventions et participations à recevoir	317 724,62	-	317 724,62	230 764,41
Autres créances	1 713,89	-	1 713,89	-
<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	<b>500 000,00</b>	<b>-</b>	<b>500 000,00</b>	<b>500 000,00</b>
<b>DISPONIBILITES</b>	<b>1 502 486,10</b>	<b>-</b>	<b>1 502 486,10</b>	<b>1 631 412,91</b>
Banque PALATINE	-	-	-	120 265,02
Banque CREDIT MUTUEL	50 587,02	-	50 587,02	90 383,88
Livret Associatif Credit mutuel	1 451 899,08	-	1 451 899,08	1 420 764,01
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>146 785,54</b>	<b>-</b>	<b>146 785,54</b>	<b>117 068,84</b>
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>2 478 429,31</b>	<b>-</b>	<b>2 478 429,31</b>	<b>2 488 580,00</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>2 820 769,48</b>	<b>237 998,96</b>	<b>2 582 770,52</b>	<b>2 591 839,51</b>



Le présent document a servi de  
support matériel à la rédaction  
du rapport qui précède.

**BILAN AU 31 DECEMBRE 2021****PASSIF**

NATURE	MONTANT AU 31/12/2021	RAPPEL AU 31/12/2020
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>842 017,57</b>	<b>842 017,57</b>
Fonds de trésorerie	760 000,00	760 000,00
Fonds d'investissement	82 017,57	82 017,57
<b>RESERVE POUR PROJET DE L'ENTITE</b>	<b>510 000,00</b>	<b>200 000,00</b>
<b>REPORT A NOUVEAU</b>	<b>250 680,95</b>	<b>192 792,71</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>-34 519,81</b>	<b>367 888,24</b>
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>1 568 178,71</b>	<b>1 602 698,52</b>
<b>FONDS DEDIES AUX ACTIONS D'ETUDES ET D'INFORMATIONS</b>	<b>115 677,00</b>	<b>50 000,00</b>
<b>PROVISION POUR RISQUES</b>	<b>-</b>	<b>70 603,53</b>
<b>PROVISION POUR CHARGES</b>	<b>464 332,00</b>	<b>384 735,00</b>
<b>PROVISION POUR FONDS DE DEPART EN RETRAITE</b>	<b>63 980,00</b>	<b>86 350,00</b>
<b>DETTES DE FONCTIONNEMENT COURANT</b>	<b>60 401,26</b>	<b>142 343,31</b>
Fournisseurs	51 606,17	129 087,29
Fournisseurs, factures non parvenues	8 795,09	13 256,02
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>	<b>309 070,53</b>	<b>254 691,15</b>
Rémunérations dues au personnel	7 100,87	64,24
Congés à payer	142 999,70	107 337,58
Urssaf	80 726,00	78 411,00
Retraite	26 105,75	23 714,62
Prévoyance	7 793,77	6 737,37
Mutuelle	7 330,44	6 758,34
Taxe sur les salaires	16 821,00	14 143,00
Formation continue	2 288,00	798,00
Prélèvements à la source	12 131,00	11 379,00
Etat, impôts	272,00	348,00
Taxe Agefiph	-	5 000,00
Org. Sociaux Charges à payer	5 502,00	-
<b>AUTRES DETTES</b>	<b>1 131,02</b>	<b>418,00</b>
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>370 602,81</b>	<b>397 452,46</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>2 582 770,52</b>	<b>2 591 839,51</b>

## COMPTE DE FONCTIONNEMENT ET DE RESULTATS

## EXERCICE 2021

CHARGES	Réel 2021	Réel 2020
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>1 863 125,04</b>	<b>1 584 401,32</b>
Appointements bruts	1 149 534,37	996 704,62
Salaires courants	1 163 446,38	991 865,61
Remboursement IJSS - Prévoyance	-22 798,60	-1 179,06
Indemnités de départ et de congés payés	8 886,59	6 018,07
Prime de transport	11 292,95	7 605,21
Provision pour congés à payer	22 084,20	11 608,38
Provision fonds de départ	-	10 060,00
Charges sociales et fiscales	680 213,52	558 423,11
. Cotisations sociales	300 168,18	262 810,68
. Cotisations chômage	47 527,18	40 910,76
. Cotisation retraite employés et cadres	88 328,84	74 949,50
. Médecine du travail	4 776,00	3 160,00
. Prévoyance et Mutuelle	45 547,31	40 317,42
. Tickets repas	28 602,15	21 728,52
. Taxe sur les salaires	103 491,06	87 010,50
. Formation continue	11 834,00	14 133,00
. Formation personnel	27 693,60	3 976,00
. Taxe Agefiph	6 193,00	5 000,00
. Provision sur indemnités de départ et de congés payés	16 052,20	4 426,73
<b>ACHAT DE PRESTATIONS ET DE FOURNITURES</b>	<b>564 535,98</b>	<b>345 105,41</b>
Prestations sous traitées	552 376,95	332 120,72
. Frais de stage de formation	15 690,00	456,05
. Travaux d'imprimerie, brochures, documentation	41 243,59	20 875,89
. Actions spécifiques et informatiques	495 443,36	310 788,78
Fluides	4 057,09	3 741,38
Fournitures de bureau	8 101,94	9 243,31
<b>SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>243 295,35</b>	<b>234 772,41</b>
Loyers et charges (bureaux)	186 218,05	185 874,70
Location matériel et logiciels	27 583,73	20 268,57
Entretien, réparations et maintenance	24 481,26	23 564,93
Assurances	5 012,31	5 064,21
<b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>331 526,10</b>	<b>246 447,58</b>
Honoraires expert comptable	14 048,48	27 809,79
Honoraires CAC	7 200,00	7 200,00
Honoraires divers	20 755,69	13 640,00
Gestion paie	5 155,20	4 134,25
Annonces et insertions	1 009,47	1 409,52
Cadeaux aux membres	1 828,74	-
Frais de service bancaire, frais d'actes	733,46	1 132,17
Voyages et déplacements du personnel	2 493,38	1 936,62
Transports sur achats	30,48	101,86
Missions et réceptions	7 289,38	826,36
Réunions ADIL et OLL	27 287,50	9 317,50
Réunion direction	-	145,10
Colloques et congrès	-	-
Frais affranchissements	5 855,79	6 080,43
Frais téléphone	5 533,01	7 376,76
Documentation et base de données juridiques	207 301,85	159 818,22
Cotisations et dons	5 733,67	5 519,00
Frais de recrutement personnel	19 270,00	-
<b>A REPORTER</b>	<b>3 002 482,47</b>	<b>2 410 726,72</b>



## COMPTES DE FONCTIONNEMENT ET DE RESULTATS

## EXERCICE 2021

CHARGES (suite)	Réel 2021	Réel 2020
<b>REPORTS</b>	<b>3 002 482,47</b>	<b>2 410 726,72</b>
<b>IMPOTS ET TAXES</b>	<b>16 806,41</b>	<b>16 681,75</b>
Impôts divers (TP)	368,00	367,00
Taxe foncière	4 385,15	4 256,20
Taxe bureau	11 781,26	11 710,55
Impôt sur produits de placement financier	272,00	348,00
<b>PERTE SUR CREANCES IRRECouvrABLES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>DROIT D'AUTEUR ET REPRODUCTION</b>	<b>10 021,85</b>	<b>599,50</b>
<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS</b>	<b>446 614,05</b>	<b>330 157,24</b>
Dotation aux amortissements	21 368,05	17 422,24
Dotation aux provisions pour risques et charges	359 569,00	262 735,00
Dotation aux fonds dédiés d'actions d'études et d'informations	65 677,00	50 000,00
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>3 475 924,78</b>	<b>2 758 165,21</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>13 657,54</b>	<b>8 718,12</b>
Charges exceptionnelles	13 657,54	8 718,12
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>3 489 582,32</b>	<b>2 766 883,33</b>

## COMPTE DE FONCTIONNEMENT ET DE RESULTATS

## EXERCICE 2021



Le présent document a servi de support matériel à la rédaction du rapport qui précède.

PRODUITS	Réel 2021	Réel 2020
<b>SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ET PARTICIPATIONS</b>	<b>2 864 428,44</b>	<b>2 704 662,45</b>
Collège I - Organismes publics et privés représentant les offreurs de biens et services concourant au logement	954 606,02	961 940,00
	750,00	750,00
Collège II - Organismes représentant les consommateurs et les usagers		
Collège III - Pouvoirs publics et organisations d'intérêt général	1 892 324,42	1 725 461,45
Collège IV - ADIL	16 748,00	16 511,00
<b>PRODUITS DES ACTIVITES - PARTICIPATIONS DES ADIL</b>	<b>199 157,77</b>	<b>53 179,71</b>
Formations	165 912,64	26 950,00
Abonnements et documentation	21 378,48	18 365,89
Réunions	11 866,65	7 863,82
<b>PRODUITS ACCESSOIRES</b>	<b>11 796,14</b>	<b>825,53</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>1 135,07</b>	<b>1 550,80</b>
<b>REPRISE DE PROVISIONS</b>	<b>372 945,53</b>	<b>328 904,00</b>
Fonds d'action d'études et d'informations	-	21 240,00
Fonds de départ en retraite	22 370,00	-
Risques et charges	350 575,53	307 664,00
<b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>3 449 462,95</b>	<b>3 089 122,49</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>5 599,56</b>	<b>45 649,08</b>
Produits exceptionnels	5 599,56	45 649,08
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>3 455 062,51</b>	<b>3 134 771,57</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>3 489 582,32</b>	<b>2 766 883,33</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>-34 519,81</b>	<b>367 888,24</b>
<b>Dont :</b>		
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	-26 461,83	330 957,28
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-8 057,98	36 930,96

## **REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2021 dont le total est de 2 582 770,52 € et le compte de résultat dont le total des produits de fonctionnement est de 3 449 462,95 € dégagent un résultat déficitaire de 34 519,81 €. L'exercice social a une durée de douze mois correspondant à l'année civile.

Les comptes sont établis conformément aux dispositions du plan comptable et des règles comptables du secteur associatif à but non lucratif.

### **I - PRESENTATION DE L'ANIL :**

L'Agence nationale pour l'information sur le logement (ANIL) a été créée en 1975 sous l'impulsion des pouvoirs publics, pour contribuer à l'accès de tous à l'information, sur l'ensemble des thématiques liées au logement.

Centre de ressources des Agences départementales d'information sur le logement (ADIL), l'ANIL a pour mission de susciter la création des ADIL et d'apporter un appui permanent à leur fonctionnement en matière de documentation, d'information, de formation et d'études.

En tenant compte des spécificités locales, les ADIL apportent au public un conseil gratuit, neutre et personnalisé sur toutes les questions juridiques, financières et fiscales relatives au logement et à l'urbanisme et leur proposent des solutions adaptées à leur situation personnelle.

**II - LES CONVENTIONS GENERALES COMPTABLES** sont appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif continue de s'appliquer.

**III - LA METHODE DE BASE RETENUE** pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### **IV - LES POINTS SUIVANTS PEUVENT ETRE PRECISES**

a) Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Leurs amortissements sont calculés suivant le mode linéaire, et selon les rythmes suivants :

- |                                |           |
|--------------------------------|-----------|
| - Agencement des constructions | 10 ans    |
| - Mobilier                     | 10 ans    |
| - Autres matériels             | 3 à 5 ans |

b) Les immobilisations financières sont valorisées au coût historique d'acquisition.

c) Les créances d'exploitation à recevoir sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur au 31 Décembre est inférieure à la valeur comptable.

d) Les dépenses liées aux sites internet et extranet sont comptabilisées immédiatement en charges.

### **V - LA CRISE SANITAIRE**

La crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 n'a pas générée d'importantes modifications dans le fonctionnement de l'association :

La pérennité des financements n'a pas remis en cause la continuité de fonctionnement de l'association.

### **VI - FAITS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Néant

**VII - COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT****A - Tableau de mouvement des fonds propres**

	AU 01/01/2021	DOTATION	REPRISE	AU 31/12/2021
Fonds de trésorerie	760 000,00			760 000,00
Fonds d'investissement	82 017,57			82 017,57
Réserve pour projet de l'entité	200 000,00	310 000,00		510 000,00
- Congrès 2022	200 000,00	200 000,00		400 000,00
- Refonte des outils de reporting		110 000,00		110 000,00
Report à nouveau	192 792,71	57 888,24		250 680,95
Résultat de l'exercice	367 888,24	-34 519,81	-367 888,24	-34 519,81
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>	<b>1 602 698,52</b>	<b>333 368,43</b>	<b>-367 888,24</b>	<b>1 568 178,71</b>

**B - Etat des fonds dédiés inscrits au bilan**

	AU 01/01/2021	DOTATION	REPRISE	AU 31/12/2021
Fonds dédiés actions d'études et d'informations	50 000,00	65 677,00		115 677,00
- Carte des loyers	50 000,00	42 977,00		92 977,00
- Extranet OLL		22 700,00		22 700,00

Les projets faisant l'objet de fonds dédiés sont :  
 - cartes des loyers  
 - extranet OLL

Le montant total de 115 677,00 € au 31/12/2021, est réservé pour contribuer au financement des actions d'études et d'informations qui se poursuivront en 2022.

**C - Etat des provisions inscrits au bilan****. Provision pour indemnités de retraite**

La méthode de calcul retenue prend en compte les recommandations du réseau ANIL/ADIL qui fixe une indemnité de départ volontaire à la retraite plus favorable que l'indemnité légale.

Ces engagements sont déterminés en tenant compte:

- de la capitalisation des salaires et de l'indemnité à verser aux salariés selon les modalités prévues par les recommandations du réseau ANIL/ADIL
- d'un taux de probabilité de vie de 97%,
- d'une actualisation des indemnités dues au moment du départ à la retraite par un taux tenant compte de l'inflation (1% au 31 décembre 2021) et du turn-over moyen du personnel par service.

**. Provision pour litiges**

La provision pour litiges a été reprise en totalité, soit un montant de 70 603,53 €.

Le litige engagé devant les prud'hommes par une ancienne salariée a été jugé en faveur de l'ANIL en début d'année 2022.

**. Provision pour charges**

Une provision pour charges figure au 31 décembre 2021 pour un montant de 281 632,00 €. au titre de la collecte et du traitement des données OLL. Elle est dotée en vue de faire face aux charges d'exploitation restant à engager en vue de la finalisation des opérations de collecte et de traitement des données relatives à l'Observatoire des Loyers.

Autres provisions pour charges au titre de travaux à finaliser en 2022 :

Outils juridiques	60 200,00 €
Prestation de préparation à la certification des OLL	9 500,00 €

Une provision pour indemnité de licenciement est dotée à hauteur de 113 000 € au titre d'une procédure finalisée en début d'année 2022.

	AU 01/01/2021	Dotation	Reprise	AU 31/12/2021
Provision pour indemnités de retraite	86 350,00		-22 370,00	63 980,00
Provision pour risques	70 603,53		-70 603,53	-
Provision pour charges	384 735,00	359 569,00	-279 972,00	464 332,00
<b>TOTAL</b>	<b>541 688,53</b>	<b>359 569,00</b>	<b>-372 945,53</b>	<b>528 312,00</b>

**D - Etat de l'actif immobilisé**

VALEURS BRUTES	AU 01/01/2021	ACQUISITIONS 2021	REPRISES ET CESSIONS	AU 31/12/2021
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Concessions et droits similaires	14 335,20	-	-	14 335,20
Aménagement des bureaux	53 437,34	-	-	53 437,34
Matériel informatique	123 236,18	22 449,75	-	145 685,93
Mobilier de bureau	91 108,04	-	-	91 108,04
Matériel de bureau	3 558,22	-	-	3 558,22
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Dépôts et cautionnements	34 215,44	-	-	34 215,44
<b>TOTAUX</b>	<b>319 890,42</b>	<b>22 449,75</b>	<b>-</b>	<b>342 340,17</b>

VALEURS AMORTIES	AU 01/01/2021	DOTATIONS 2021	REPRISES ET CESSIONS	AU 31/12/2021
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Concessions et droits similaires	14 010,00	325,20	-	14 335,20
Aménagement des bureaux	26 292,63	5 349,00	-	31 641,63
Matériel informatique	84 149,76	14 593,81	-	98 743,57
Mobilier de bureau	89 232,14	721,00	-	89 953,14
Matériel de bureau	2 946,38	379,04	-	3 325,42
<b>TOTAUX</b>	<b>216 630,91</b>	<b>21 368,05</b>	<b>-</b>	<b>237 998,96</b>

**E - Echéances des créances et des dettes**

NATURE	TOTAL	- 1 an	à plus d'un an
<b>CREANCES</b>			
Dépôts et cautionnements	34 215,44	-	34 215,44
Subventions et participations à recevoir	317 724,62	317 724,62	-
Autres créances	1 713,89	1 713,89	-
Charges constatés d'avance	146 785,54	146 785,54	-
<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>500 439,49</b>	<b>466 224,05</b>	<b>34 215,44</b>
<b>DETTES</b>			
Dettes de fonctionnement courant	60 401,26	60 401,26	-
Dettes fiscales et sociales	309 070,53	309 070,53	-
Autres dettes	1 131,02	1 131,02	-
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>370 602,81</b>	<b>370 602,81</b>	<b>-</b>

**F - Ventilation des produits de fonctionnement et des produits financiers**

- Subventions et participations	2 864 428,44
- Produits des activités	199 157,77
- Produits accessoires	11 796,14
- Produits financiers	1 135,07
- Reprise de provisions autres	350 575,53
- Reprise de fonds dédiés	-
- Reprise de départ en retraite	22 370,00

**TOTAL DES PRODUITS****3 449 462,95****G - Autres engagements :**

. Rémunération des cadres dirigeants :

Les membres du Conseil d'Administration, dirigeants au sens de l'instruction fiscale 44-5-06 du 18 décembre 2006, exercent bénévolement leur mandat, aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée à titre personnel.

Dans la mesure où il n'y a qu'un seul cadre de direction au sein de l'association, la rémunération ne sera pas communiquée, car cela reviendrait à donner une information individuelle.

. Honoraires du commissaires aux comptes :

Les honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élèvent, pour l'année 2021, à 7 200,00 € TTC. Ces honoraires ne concernent que le contrôle légal des comptes.

**H - AUTRES INFORMATIONS :**

. Effectif du personnel en 2021 : 25,68 (équivalent temps plein)



Le présent document a servi de  
support matériel à la rédaction  
du rapport qui précède.